



Un encart de 4 pages intitulé  
**6 ans de Bretagne à gauche,  
une Bretagne pour tous**  
est inséré entre les pages 4 et 5 du journal

# Réforme territoriale

# BOUCLIER ÉLECTORAL POUR LA DROITE

## sommaire

### **Vie fédérale :**

La Bretagne avec Jean-Yves Le Drian : page 2

Les votes du 1<sup>er</sup> octobre : page 2

Sous les projecteurs : page 3

Edito : page 3

**Dossier : Réformes territoriales** pages 4 et 5

Vu et entendu : page 6

Chronique d'un mois comme les autres : page 6

La mobilisation sociale :

Contre la privatisation de *La Poste* : page 7

La crise du lait : page 7

La culture pour tous  
dans une ville moyenne : page 8

## LA BRETAGNE

Solidaire, créative et responsable

avec **Jean-Yves Le Drian**



**P**our assurer la réussite de la campagne des régionales 2010 qui débutera fin janvier, Jean-Yves Le Drian invite les socialistes bretons à un Breizh-storming qui permettra d'élaborer le projet socialiste. Quatre forums thématiques structureront cette réflexion collective.

Le premier d'entre eux s'est tenu à Rennes, au Triangle, le 17 octobre. Le thème de cette journée était

«Pour une Bretagne de la connaissance pour tous».

Dans leurs discours d'accueil, Daniel Delaveau, Maire de Rennes, et Frédéric Bourcier, Premier Secrétaire Fédéral ont dénoncé les méfaits de la réforme territoriale. Ils ont rappelé que la Bretagne ne devait pas être laissée pour compte, parce qu'elle était la région la plus à l'ouest de la France. Ils ont aussi souligné la place centrale que devait occuper la société de la connaissance dans le programme socialiste breton.

Ensuite, trois ateliers ont regroupé des militants socialistes et des experts qui ont échangé toute la matinée sur la recherche et l'enseignement supérieur, la formation tout au long de la vie et les nouveaux modes d'accès aux connaissances.

Les discussions entamées dans ces ateliers se sont poursuivies pendant le repas. Les résultats des travaux ont été présentés par trois rapporteurs lors de l'assemblée plénière de l'après-midi. Chaque présentation était suivie d'un échange avec les participants.

Dans le discours de clôture de ce premier forum, Jean-Yves Le Drian a proposé que la cohérence numérique de la Bretagne soit l'élément mobilisateur du projet régional socialiste. Il a aussi observé qu'en Bretagne pendant que l'UMP s'occupe de l'UMP, les socialistes bretons travaillent pour la région.

Des comptes-rendus des ateliers de ce forum sont accessibles sur le site <http://www.forumbretagnepourtous.net/>

Jean-Marie Lion

## Les militants votent pour la rénovation

**L**e 1<sup>er</sup> octobre dernier, les militants du Parti Socialiste ont décidé d'approuver le vaste processus de rénovation proposé par notre direction nationale et la Première Secrétaire, Martine Aubry. Nombreux à se déplacer, plus de 1 000 en Ille-et-Vilaine, les militants ont ainsi manifesté leur attachement à notre parti en faisant le pari que celui-ci pouvait se régénérer pour mieux représenter la gauche et les Français.

Il s'agit d'une première étape. Viendront ensuite d'autres débats et consultations qui se concluront, dans la deuxième moitié de l'année 2010, par l'adoption de nouvelles règles pour notre parti et ses élus. Quoi qu'il en soit, les très fortes majorités qui se sont exprimées en faveur de mesures de changement radical ne pourront être ignorées. L'expression des militants contre le cumul des mandats, pour le renouvellement, pour la diversité, pour la parité stricte, ou encore pour la désignation la plus large possible à gauche d'un candidat à la présidentielle, fera date dans l'histoire du mouvement socialiste.

La preuve est faite, contrairement aux allégations médiatiques courantes, que le Parti Socialiste peut être en avance sur les autres formations politiques de notre pays. Nous ne souffrons aucunement de la comparaison avec l'UMP dont l'organisation est autoritaire et centrée autour d'un seul homme, comme en témoignent, récemment, l'affaire de l'EPAD ou bien encore la tumultueuse désignation de leur tête de liste en Bretagne. Nous devons être fiers de notre vitalité démocratique et avoir conscience qu'il s'agit d'un précieux atout.

Autre choix important des socialistes le 1<sup>er</sup> octobre, nous avons désigné, à la quasi unanimité des suffrages (98% en Ille-et-Vilaine), Jean-Yves Le Drian pour diriger les listes socialistes de Bretagne à l'occasion des prochaines élections régionales. Etape majeure de la reconquête, le prochain scrutin régional est décisif pour la Bretagne, afin de poursuivre l'action engagée, il y a bientôt six ans, et il l'est également pour la France, parce qu'il prépare à sa manière les échéances futures.

**Tristan Lahais,**  
Secrétaire fédéral aux Elections

### Votation du 3 octobre contre le changement de statut de la Poste

Le Parti Socialiste a pris toute sa place, nationalement et localement, dans la mobilisation pour sauvegarder le statut de la Poste et se réjouit du succès de l'opération. Voir l'entretien avec **Patrick Leborgne** en page 7.

### MAISON DES SOCIALISTES

Talon à adresser à la Fédération  
d'Ille-et-Vilaine du Parti Socialiste  
22, rue de La Chalotais - 35000 Rennes

NOM : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

\_\_\_\_\_ Commune : \_\_\_\_\_

Je fais un don de ..... euros par chèque libellé à l'ordre de l'ADFPS 35 pour aider à l'aménagement de la nouvelle **Maison des Socialistes** d'Ille-et-Vilaine du 22, rue de La Chalotais.

Je recevrai en 2010 un reçu fiscal spécifique pour cette contribution exceptionnelle.

## Le département d'Ille-et-Vilaine demande à expérimenter sur la sécurisation des parcours professionnels

### 1) Qu'est-ce exactement que le droit à l'expérimentation ?

Il s'agit de l'autorisation, donnée aux collectivités locales par le législateur, de mettre en œuvre des politiques publiques expérimentales sur une portion limitée du territoire national et pour une période définie dans le temps. Après évaluation, elles sont susceptibles d'être élargies au plan national, modifiées ou supprimées.

Le département d'Ille-et-Vilaine a déjà expérimenté une pleine compétence concernant le RSA.

### 2) Pourquoi avoir choisi la sécurisation des parcours professionnels pour cette expérimentation ? Et en quoi le département est-il l'échelon le plus pertinent pour le faire ?

Les difficultés liées aux mobilités sur le marché du travail, aggravées par la conjoncture, sont devenues structurelles. Le sentiment d'une insécurité accrue se répand dans toutes les catégories de travailleurs. Nous abordons la sécurisation des parcours professionnels dans une approche globale qui inclut l'ensemble des parcours, privés et publics. Les moyens existent ! Les aides directes aux entreprises représentent près de 61 milliards d'euros et les nombreuses exonérations consenties depuis plusieurs années, 32 milliards d'euros, soit l'équivalent de 1,5 fois le budget de l'Education nationale ! Nous voulons affecter différemment ces ressources afin

qu'elles profitent à tous dans une nouvelle organisation du marché du travail.

Le Département, un des premiers interlocuteurs des acteurs locaux (partenaires sociaux, entreprises, services de l'État), — mais pour combien de temps encore ? —, a tous les atouts pour réussir ce projet.

### 3) Que peuvent en attendre de concret les travailleurs d'Ille-et-Vilaine ?

Nous voulons que chaque salarié puisse évoluer dans un environnement professionnel totalement sécurisé. Nous voulons un système novateur dont la priorité soit l'épanouissement et l'évolution des personnes. Cette politique ambitieuse va engager chaque travailleur vers une sécurité affirmée de son parcours professionnel incluant formation continue et promotion permanente. A terme, cela améliorera les capacités créatives, le dynamisme et l'innovation des entreprises : autant d'atouts pour conquérir de nouveaux marchés, reconverter leurs activités, être réactives, dans le cadre d'une économie durable. C'est ainsi que les entreprises seront plus compétitives sur les marchés de demain. C'est une révolution qui s'opère et les plus performants le plus tôt s'assureront un futur durable.

Entretien avec

**Jean-Louis Tourenne,**  
**Président du Conseil Général.**

Propos recueillis par

**Jean-François Picaut**



Par

**Frédéric BOURCIER,**  
Premier Secrétaire Fédéral

## Recentralisation : le piège politique tendu par Sarkozy.

Avec ses deux dimensions, la réforme territoriale et la réforme de la fiscalité locale, la recentralisation est donc l'arme politique majeure utilisée par Sarkozy pendant son quinquennat pour abattre l'adversaire. Mesurant que la gauche perd aux élections nationales depuis 1993 (hormis 1997), que la gauche convainc les Français aux scrutins locaux, c'est donc sur le plan local que la droite met tout en œuvre pour abattre la gauche.

Depuis 1993, mis à part le gouvernement Jospin, le budget de fonctionnement de l'Etat dérive à tel point que le produit de l'impôt sur le revenu équivaut au remboursement annuel de la dette. Dans le même temps, les collectivités territoriales assurent 70% de l'investissement public en s'endettant peu.

Comment en est-on arrivé à condamner la gabegie budgétaire de la droite gouvernementale et sa conséquence sur la montée des impôts locaux ? Balladur, Juppé, Raffarin, de Villepin, Fillon n'ont cessé sous la pression de Chirac et Sarkozy de transférer les charges et les compétences de l'Etat vers le local sans les compenser par des recettes correspondantes. On a de plus multiplié les dispositifs (ex : RSA) à la charge des collectivités. Par ailleurs, de grands projets d'infrastructure ont pendant longtemps été financés exclusivement par l'Etat au nom de l'aménagement du territoire. L'exemple de la Ligne à Grande Vitesse (Paris-Rennes-Brest) montre que là aussi de nouvelles dépenses sont imposées aux collectivités territoriales. La suppression de la taxe professionnelle sans l'inscription dans la loi de sa compensation nécessaire participera de cet assèchement budgétaire des collectivités locales. L'Etat n'ayant plus de quoi payer ce qu'il engage, il oblige les collectivités à prendre en charge ses obligations.

Sarkozy aurait pu en rester à cette démarche de désresponsabilisation étatique au détriment du local, mais, constatant qu'en 2008 (municipales, cantonales, sénatoriales) la gauche progressait encore, il a décidé de porter le coup de grâce. La réforme territoriale, assortie d'une réforme de scrutin sur mesure pour l'UMP servira ce noir dessein. Passe encore la démagogique réduction du nombre de conseillers territoriaux, nous noterons que le temps passé par les élus locaux au service de la démocratie est sans commune mesure avec ce que pèsent leurs indemnités et frais de fonctionnement dans le budget des collectivités : cette suppression de 3 000 élus locaux sur 500 000 représente 0,12% des budgets concernés. On ne peut que dénoncer cette nouvelle obligation aux 3 000 élus restants de devoir cumuler pour siéger au Département et à la Région.

Avec la suppression de la clause de compétence générale, nous allons tranquillement vers la transformation des collectivités en simples établissements publics chargés d'appliquer lois, dispositifs et règlements décidés par le gouvernement central. Même Raffarin et Juppé se sont élevés contre ce projet de réforme.

Nos concitoyens, frappés par la crise, reçoivent leurs feuilles d'impôts. Nous devons leur expliquer d'où viennent ces hausses diligentes par Sarkozy et Fillon et pourquoi il est nécessaire que les collectivités conservent leur capacité à investir et à préserver les équilibres sociaux, éducatifs, économiques et culturels de notre pays et de ses territoires.

C'est un enjeu démocratique considérable pour le pays et un enjeu politique essentiel pour la gauche. Il revient aux socialistes d'expliquer sur tous les terrains ce retour en arrière d'avant les lois de décentralisation de 1982. La République est en danger, battons-nous pour elle.

# Réformes territoriales et redécoupage électoral

**C**ontre leur propre majorité parfois, le chef de l'Etat et le gouvernement prétendent conduire des réformes territoriales qui, sous couvert de réorganisation et de simplification, mettent à mal tout le processus de décentralisation entrepris depuis 1982, concourent à fragiliser l'action des collectivités au service des territoires comme des populations et comportent de lourds rejets électoralistes. *L'Unité 35* consacre ce dossier à cette importante question. Un prochain numéro abordera la fiscalité.

## Un charcutage électoral

«Sur 33 suppressions prévues, 23 circonscriptions sont de gauche et 10 de droite et sur 33 créations, 9 sont en faveur de la gauche et 24 en faveur de la droite. Cela représente une différence de 28 circonscriptions en faveur de la droite. Le déséquilibre est manifeste. Ces propositions sont totalement inacceptables et on a l'impression qu'Alain Marleix veut constituer un bouclier électoral pour l'UMP. Même avec 51% des voix au second tour d'une élection législative, la gauche ne pourrait pas obtenir la majorité au Parlement».

Point Presse de Martine Aubry, Christophe Borgel et Benoît Hamon 13/04/2009

Entretien avec  
**Edmond Hervé**, sénateur d'Ille-et-Vilaine



### Edmond Hervé

a accordé à *l'Unité 35* un long entretien sur la réforme territoriale. Voici quelques extraits de ses réponses.

#### **Qu'attend le gouvernement de la réforme territoriale ?**

La volonté du Président de la République et du gouvernement est inspirée par le libéralisme. Ils entendent de manière systématique diminuer la dépense publique, restreindre le rôle des autorités publiques. Et puis, il y a de la part du Président de la République une certaine suspicion, un certain dédain à l'égard des collectivités territoriales et des élus locaux.

#### **Pourquoi le Président de la République veut-il créer les conseillers territoriaux ?**

Pour diminuer la dépense publique, favoriser le champ du privé, le Président de la République a d'abord songé à restreindre le nombre de régions et de départements et il a vu que diminuer ce nombre de manière unilatérale, y compris par la loi, allait à l'échec. C'est la raison pour laquelle il propose aujourd'hui qu'un même élu siège au département et à la région, c'est le conseiller territorial. Il n'y aurait plus de conseillers généraux, il n'y aurait plus de conseillers régionaux, il y aurait des conseillers territoriaux.

#### **Quel impact aura la création de ces conseillers territoriaux ?**

J'estime que cette orientation-là est très négative : elle fait disparaître la Région et le Département et d'autre part en diminuant de manière substantielle le nombre d'élus je considère que c'est une distance qui est mise entre l'élu et le territoire, entre l'élu, les citoyennes et les citoyens qui l'élisent. Encore faut-il qu'on ait des précisions sur les modalités d'élection.

### **Les trois niveaux territoriaux sont-ils une spécificité française ?**

Lorsque l'on parle de la Région, du Département et de la commune, nous avons donc trois niveaux de collectivités territoriales et dans la plupart des grands pays européens, l'Allemagne, l'Italie, l'Irlande, l'Espagne..., vous retrouvez ces trois niveaux territoriaux. En France, notre spécificité réside dans nos 36 783 communes. C'est un héritage de l'histoire. Cela tient aussi, les géographes le savent bien, au fait que nous avons une densité d'habitants par km<sup>2</sup> extrêmement faible.

### **Quels sont les mérites de l'organisation territoriale actuelle ?**

Il faut rendre hommage aux législateurs et aux élus territoriaux qui se sont puissamment engagés dans un mouvement de coopération, de réorganisation de la carte des territoires. Je pense que l'orientation qui a été prise, à partir notamment des lois de 1982-1983, puis de la loi Chevènement, montre l'effort de moderni-

sation, d'adaptation et aussi le sens de la responsabilité des élus territoriaux.

### **En quoi nos régions diffèrent-elles de celles des autres pays européens ?**

Nos régions sur le plan démographique ne sont pas plus faibles que d'autres Länders allemands, que d'autres régions espagnoles ou italiennes, simplement elles ont un budget, des compétences, qui effectivement sont beaucoup moins importants que ceux de leurs homologues.

### **Quelle place occupent les collectivités territoriales dans l'économie ?**

Ce qu'il faut voir, c'est l'impact que ces collectivités territoriales peuvent avoir en matière de service public, d'aménagement du territoire, en matière économique, environnementale, sociale et culturelle. Les deux tiers des investissements publics civils français sont réalisés par les collectivités territoriales.

### **Pourquoi cette réforme territoriale est-elle malvenue ?**

Au moment où le chômage est en train de croître, au moment où il faut aider les entreprises, au moment où la commande à l'égard des entreprises est importante, c'est de la plus mauvaise politique que de vouloir limiter l'impact, le rôle, la com-

pétence des collectivités territoriales et on a montré que les élus sont des gens responsables : si vous prenez la gestion territoriale, la dette des collectivités territoriales ne représente que 11% de la dette nationale.

Edmond Hervé se tient à la disposition de chacune et de chacun pour échanger sur ces sujets.

**Propos recueillis par Jean-Marie LION**

Le texte complet de l'interview d'Edmond Hervé est consultable sur le site

<http://pages-perso-orange.fr - fede35.parti-socialiste>



## **Réforme électorale illégale ?**

Laurent Fabius, chargé par Martine Aubry de coordonner l'action du Parti sur les réformes territoriales, a levé le lièvre sur *France-Info* le 22 octobre 2009 :

«J'ai là la décision qui a été prise la semaine dernière par le Conseil d'Etat, la plus haute instance en matière de droit administratif, sur le projet de loi. Elle dit en substance : «économies zéro, simplification zéro, manipulation électorale, oui». Le Conseil d'Etat dit notamment que «Le mode de scrutin projeté [par le gouvernement] est de nature à porter atteinte à l'égalité comme à la sincérité du suffrage».

Si le gouvernement veut démentir ce que je suis en train de dire, qu'il le fasse. Sinon cela veut dire que la plus haute instance juridique de la Nation dit : «le projet de loi est illégal et contraire aux principes constitutionnels», et le Conseil des ministres fait comme si de rien n'était. C'est extrêmement grave».

Voir l'ensemble du dossier sur <http://www.facebook.com/pages/Laurent-Fabius/143737056135>

## **Ce n'est pas une réforme, c'est une revanche**

«Ce projet de loi sur les collectivités locales n'est pas une réforme, c'est une revanche. La droite n'accepte pas que nous gouvernions 20 régions sur 22, les deux tiers des départements et 14 des 20 plus grandes villes françaises.

Nous, socialistes, nous croyons que les collectivités locales ont deux grandes missions à remplir : le développement ainsi que la vision et la préparation de l'avenir. C'est le rôle principal des Régions et des Communautés Urbaines ; la proximité des territoires et des habitants, c'est le rôle principal des Départements et des Communes.

L'institution de ces conseillers territoriaux est incompatible avec une organisation efficace».

*Martine Aubry, La Rochelle, 30 août 2009.*



## La crise au quotidien pour Jean-François Guérin

A travers ma campagne électorale, j'ai pu mesurer les effets de la crise sur la vie quotidienne de nos concitoyens du canton de Redon.

Leur première préoccupation est bien sûr l'emploi : plus de 800 intérimaires ont perdu leur emploi et le chômage partiel impacte gravement le budget déjà faible de certains.

Au-delà, cela se traduit par une angoisse du lendemain, une révolte sourde et en même temps un grand sentiment d'impuissance voire de résignation surtout après tant de mobilisation ce printemps, mais perçue comme vaine, par une incompréhension et un dégoût face à des dirigeants déconnectés de leur réalité quotidienne, sans scrupules faisant fi de toute valeur morale, par l'inquiétude des jeunes (et de leurs parents) qui finissent leur cursus scolaire craignant de ne pouvoir trouver un premier travail et de ceux qui, touchés par le chômage, doivent revenir chez leurs parents, par le désarroi de salariés dans la cinquantaine, victimes des délocalisations, et qui vivent l'angoisse de leur âge face au marché de l'emploi, par la souffrance de retraités, vivant avec moins de 800 € par mois, qui renoncent même aux soins dès lors qu'il faut se déplacer à 60 ou 80 km...

Autant de personnes auxquelles il nous appartient, nous socialistes, de redonner l'espoir en construisant un programme cohérent avec des valeurs fortes retrouvées.

**Jean-François Guérin,**  
Conseiller général de Redon

## Economie sociale et solidaire pour Rémi Coudron

Les Services d'Aide, d'Accompagnement et de Soins au domicile des personnes, notamment les plus fragilisées, sont une partie importante de l'économie sociale et solidaire. Pour ma part, je préside le mouvement UNA en I-&-V (Union Nationale de l'Aide, des Soins et des Services à Domicile) qui, à lui seul, compte plus de 1 200 salariés dont 400 au sein d'une même association. Je précise qu'aujourd'hui le temps partiel observé dans cette association et dans le réseau UNA I-&-V n'est guère supérieur à celui observé dans les autres branches professionnelles.

Au cours des dernières années ce secteur «Aide, Soins au Domicile» a beaucoup évolué, il a créé de nombreux emplois inscrits dans un champ conventionnel en direction de vrais professionnels formés et diplômés.

**Rémi Coudron**  
Adjoint au Maire de Bruz

# CHRONIQUE D'UN MOIS COMME LES AUTRES...



**B**rutale ment le masque a lâché. Pendant deux ans, il avait fallu comprimer, contenir, entretenir une image. Et puis la digue a été emportée.

Il y a eu les «plaisanteries» douteuses de Brice Hortefeux sur le «profil type» de l'Auvergnat. Certes, il n'y avait pas eu «mort d'homme», mais ce fut la révélation d'un racisme ordinaire et franchouillard, celui qui nourrit les discriminations et les brimades quotidiennes de tant de nos concitoyens issus de l'immigration.

Il y a eu ce procès Clearstream, concours de manipulations et de coups tordus entre deux fauves qui n'ont d'autre rêve que de se battre au dernier sang. Ce fut la révélation d'un Président, garant de l'indépendance de l'autorité judiciaire, trop obnubilé par sa haine pour s'imposer une distinction entre prévenus et coupables.

Il y a eu ces hallucinantes déclarations de Frédéric Mitterrand sur «l'Amérique qu'on aime» et celle «qu'on n'aime pas», c'est-à-dire celle qui ose poursuivre Roman Polanski pour viol sur mineure de 13 ans. Ce fut la révélation d'un état d'esprit, celui de «demi-dieux» qui croient pouvoir épargner à leurs amis la justice des hommes.

Il y a eu ces unes de la presse répétées sur Eric Besson qui a fait de la transgression et de la trahison sa marque personnelle. Ce fut grâce à son ex-femme la révélation de la psychologie fragile et torturée d'un ministre d'ouverture.

Il y a eu cette «jungle» que l'on vide à Calais et ces avions qu'on remplit pour l'Afghanistan, renvoyant vers la guerre, le fanatisme, la violence et peut-être la mort des familles qui avaient fui leur pays. Ce fut la révélation de la force brutale d'un gouvernement qui tourne le dos à la vocation de la France, terre d'asile et protectrice des droits de l'Homme.

Il y a eu ce discret cadeau de la libéralisation des jeux en lignes au mépris des risques d'addiction, de corruption et de blanchiment de l'argent sale. Ce fut la révélation de l'actualité d'un pacte, non écrit mais jamais dénoncé, qui lie celles et ceux qui la nuit de la victoire du 6 mai 2007, furent les invités du nouveau Président au Fouquet's.

Il y a eu cette commission des Finances au cours de laquelle le directeur de cabinet du Président avoua que l'Élysée verse 43 500 euros mensuels à Pierre Giacometti pour des conseils sur l'opinion. Ce fut la révélation du prix qu'accorde le Président, non aux Français, mais à ceux qui font profession de les endormir.

Il y a eu ce scandaleux jeu de chaises musicales pour permettre au fils du Président de devenir à 23 ans président du modeste établissement public qui a la gestion du plus grand quartier d'affaires d'Europe. Ce fut la révélation d'une présidence qui se rêve en monarchie héréditaire.

Il y a eu ce redécoupage des circonscriptions législatives pour compliquer l'alternance puisqu'il faudra désormais que la gauche fasse 51,4% pour être majoritaire en sièges à l'Assemblée quand il n'en faudra que 48,6 à la droite pour diriger le pays. Ce fut la révélation d'un pouvoir qui ose tout, jusqu'à fausser les règles de la démocratie.

Il y a surtout eu cette averse de taxes sur les ménages, les malades et les accidentés du travail tandis que le parapluie fiscal continuait de protéger ceux qui vivent déjà à l'abri de leur fortune. Cette fois ce ne fut pas une révélation, mais la confirmation d'une politique.

Cela s'est passé entre le 15 septembre et le 15 octobre. Cela s'est passé en France. Il flottait comme un parfum d'indécence.

**Marcel Rogemont,**  
député d'Ille-et-Vilaine

## Contre la Privatisation de La Poste



Entretien avec **Patrick Leborgne,** délégué fédéral aux Entreprises

**Patrick, peux-tu nous rappeler les conditions de la mobilisation ?**

Tout le monde se souvient de l'annonce, par le gouvernement, de l'ouverture du capital de La Poste. Cela entraînera un changement de son statut et provoquera sa privatisation. « Mise en concurrence ne signifie pas privatisation », mais partout en Europe le service pu-

un vœu à leurs conseils municipaux dénonçant cette privatisation !

**Comment vois-tu l'avenir du mouvement ?**

Nous avons été reçus le 20 octobre par le chef de cabinet du préfet et lui avons remis les bulletins de vote. Le samedi 24 nous avons encerclé la poste de la République. Je regrette le peu de mobi-



blic postal est en difficulté, à tel point que les travaillistes anglais réfléchissent à son changement de statut.

Donc un collectif national s'est créé au début de l'été. Il regroupe tous les partis progressistes et quasiment toutes les organisations syndicales. Des comités locaux ont vu le jour, c'est le cas en Ille-et-Vilaine, la Fédération du Parti Socialiste y prend toute sa place.

**La votation du 3 octobre a été un grand succès, non ?**

Excellents résultats : plus de 2 300 000 votes « non » pour le pays dont plus de 33 000 en Ille-et-Vilaine. Que ce soit dans les entreprises, sur les marchés ou place de la République à Rennes, le public a répondu présent et s'est mobilisé. Certains maires appartenant à la majorité présidentielle ont même fait voter

lisation citoyenne sur ces deux actions. Je rappelle que la bataille parlementaire commence au Sénat le 5 novembre, même si l'UMP nous sort un amendement qui prévoit le maintien du statut public de La Poste (souvenons-nous de la promesse sarkozienne concernant EDF - GDF). La bataille sera rude.

L'heure est à la poursuite et à l'amplification de la mobilisation, nos parlementaires devront se sentir soutenus par le parti pour cette bataille.

Le comité national prévoit de faire adresser à l'Élysée 5 millions de cartes postales : cette opération doit être un succès. Les initiatives ne manqueront pas, il appartient à chacun de se renseigner.

**Propos recueillis par Mohamed Boumahdi**

# LA CRISE DU LAIT

**Comment expliques-tu la crise laitière actuelle ?**

L'objectif initial de la PAC des années 60 était de garantir l'autosuffisance alimentaire. Pour y arriver, des prix garantis aux producteurs ont été mis en place. Une gestion des marchés et une protection aux frontières le permettaient.

Cette sécurité de revenu a engendré la modernisation de notre agriculture et abouti à la création d'excédents qui ont nécessité l'instauration des quotas laitiers en 1983. L'Europe fixe un maximum de production mais continue à gérer les marchés pour garantir le revenu des producteurs par les prix.

Cette position a été durement attaquée à l'OMC. En 2003, la Commission européenne devenue très libérale a décidé d'organiser la baisse des prix en diminuant les seuils de soutien aux produits (beurre et poudre de lait) et de compenser par des primes l'inévitable chute des prix.

Des sécheresses en Océanie ont restreint l'offre de produits laitiers, retardé l'effondrement des cours et même produit une flambée des prix en 2007.

La dure réalité de la dérégulation organisée par la Commission avec l'appui des gouvernements UMP devient effective aujourd'hui. On vérifie que sur les marchés

agricoles une faible variation des quantités produites a des conséquences importantes sur les prix.

**Quelles sont les conséquences sur le revenu des producteurs ?**

De grandes disparités de revenus existent entre les producteurs.

Le revenu annuel moyen par travailleur dans une exploitation laitière spécialisée correspondant à la moyenne régionale (65 hectares, 47 vaches et 320 000 litres de lait produits), — 20 970 € en 2007, 27 100 €

en 2008 —, chuterait entre 12 000 et 15 000 € en 2009. Il s'agit bien entendu d'un revenu comptable, primes comprises, pour un travail 7 jours sur 7.

**Que propose notre parti face à cette situation ?**

Il faudra revenir à une nécessaire régulation : la crise actuelle montre que l'ouverture des marchés et la distribution de primes, souvent injustes et difficiles à expliquer, n'assurent pas le revenu des producteurs. Il faut aussi s'interroger sur la pertinence de transporter des produits agricoles d'un bout à l'autre de la planète à l'heure du réchauffement climatique.

Avec la commission fédérale agricole, je me tiens à la disposition des sections qui souhaitent s'informer et débattre de ces questions.

**Propos recueillis par Sylvie Lefranc**

## Fougères :

# La culture pour tous dans une ville moyenne

**C**laude Berceiot, vous venez de prendre votre retraite après avoir dirigé pendant dix-neuf ans le Centre Culturel Juliette-Drouet et le théâtre Victor-Hugo à Fougères : comment êtes-vous arrivé dans cette ville ?

Je viens de la Fédération des Maisons de Jeunes et de la Culture. Avant Fougères, j'avais dirigé de tels établissements à Angers, Evron et Rennes (MJC du Grand-Cordel). Quand Jacques Faucheux\* m'a fait venir à Fougères, il m'a confié une mission précise, écrite, qui découlait du projet culturel, écrit aussi, de sa municipalité : redynamiser le Centre culturel qui venait d'être rénové, identifier des temps forts dans la vie culturelle qui puissent donner à l'image de Fougères une plus grande notoriété, maintenir et entretenir une vie culturelle associative déjà importante.

**Et comment la perspective d'une politique culturelle pour tous s'inscrivait-elle dans cette lettre de mission ?**

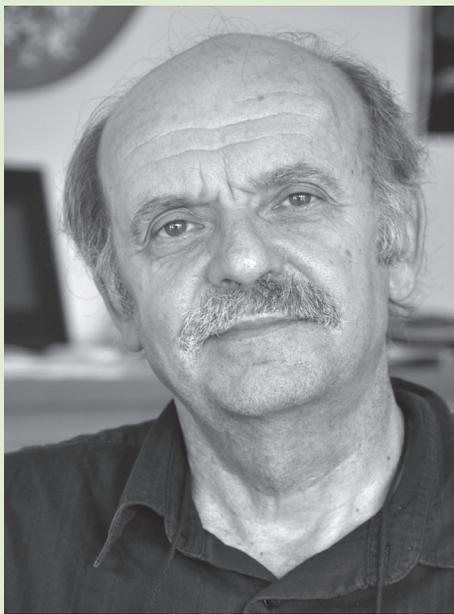
De façon diverse, évidemment, mais le projet culturel de la ville était axé principalement sur l'enfance. Le travail en direction des écoles, collèges et lycées a donc été le fil rouge de toute mon action pendant près de 20 ans. C'est un travail de fourmi, de longue haleine et qui n'est guère spectaculaire. Les premières générations que j'ai touchées ont maintenant l'âge d'être parents : ce sont leurs propres pratiques culturelles et leur conduite à l'égard de leurs propres enfants qui permettent de juger l'efficacité de mon travail.

**Les résultats sont positifs ?**

Je crois qu'on peut le dire, même si toucher tout le monde reste toujours un idéal à atteindre. En 1989, à mon arrivée, par exemple, Juliette Drouet (800 places) était le seul lieu pour le spectacle vivant avec le bar *Le Coquelicot* et accueillait environ 25 000 spectateurs à l'année pour des pratiques associatives, qui restent avant tout des pratiques sociales, et 7 000 pour des spectacles professionnels. Aujourd'hui, la fréquentation associative reste la même pour Juliette-Drouet et le théâtre Victor-Hugo (200 places) mais elle atteint 70 000 personnes pour le secteur professionnel, si l'on inclut les «événements».

**Comment vous y êtes-vous pris ?**

De deux façons. J'ai toujours eu une vraie passion pour la voix et la chanson. J'ai donc organisé une programmation annuelle autour de quatre à cinq artistes reconnus, complétée par des artistes à découvrir en matière de chanson, de musique, d'humour, de théâtre, etc. Mon objectif et mon problème étaient de créer des habitudes culturelles diverses dans un lieu unique. Mon atout était d'offrir une proximité intéressante avec des artistes connus grâce à un rapport favorable entre la jauge et la scène. D'autre part, je me suis attaché à élargir l'audience au pays de Fougères et même au-delà.



**Entretien avec**  
**CLAUDE BERCEIOT,**  
Vice-Président du Comité Consultatif  
pour la Culture, auprès du Conseil général

**Et les «temps forts» qui figuraient dans votre feuille de route y ont contribué ?**

Ils ont été déterminants. Le Salon du Livre Jeunesse existait depuis 1985 mais nous l'avons considérablement développé. Il touche aujourd'hui 9 000 personnes et, de plus, 5 000 élèves reçoivent un auteur ou un illustrateur à l'école. Nous figurons désormais dans les cinq premiers salons du Livre Jeunesse en France. En 1993, nous avons créé les Flambées musicales qui offrent en février une programmation classique, jazz, traditionnelle et musiques du monde : six concerts en dix jours dont quatre gratuits qui permettent aussi de découvrir les églises du pays. Ce festival associe le Centre Juliette-Drouet et le conservatoire de musique intercommunal. C'est un bon exemple des rapports que peuvent entretenir une ville moyenne et son territoire, un ensemble de cinq communautés de communes (80 000 habitants). Cette action nous a d'ailleurs valu d'être reconnus par le Département comme établissement structurant d'un territoire.

**Vous ne parlez pas du Festival des Voix de Pays ?**

Peut-être parce que c'est mon favori ! (Rires) Il s'inscrit dans la tradition de Fougères, ville ouverte sur le monde. Nous l'avons créé en 1993. Il a accueilli Cesaria Evora, Joan Baez, Julia Migenez et tous les grands chanteurs bretons. C'est chaque année, 4 000 spectateurs en trois soirées : les enfants ne paient pas et les tarifs sont très bas.

**Et l'avenir ?**

Ce sont d'abord des difficultés. La crise fait baisser le nombre d'abonnés même si elle ne touche pas directement la fréquentation. L'Etat est trop souvent défaillant et son soutien est de plus en plus problématique. Je regrette aussi que la Région ne soit pas plus présente même si elle soutient les Voix de Pays. La situation des collectivités dont les ressources diminuent constamment est elle aussi préoccupante et la réforme territoriale annoncée n'a rien pour nous réjouir.

**Vous me semblez bien pessimiste.**

Non, on ne s'occupe pas de culture si on n'est pas optimiste. J'essaie d'être réaliste !

**Quelles sont les pistes prometteuses, alors ?**

Elles tiennent en un mot, partenariat. A Fougères, nous avons, depuis 12 ou 13 ans, un partenariat avec le TNB dont nos abonnés peuvent choisir jusqu'à trois spectacles dans leur abonnement. Nous nous chargeons du transport. C'est la même chose avec l'Opéra et, de plus, nous accueillons de petits spectacles lyriques. Nous avons aussi réalisé, avec Vitry et Saint-Aubindu-Cormier, le réseau culturel des 3 châteaux. Nous faisons en sorte de ne pas nous concurrencer, nous partageons des supports de communication, nous intégrons dans nos programmes des spectacles accueillis par les autres et nous délivrons des billets. Et depuis deux ans, nous organisons ensemble, en avril, un festival de théâtre, Les Trois Coups. L'avenir est aux partenariats et à une prise en charge de la culture par les intercommunalités.

**Propos recueillis par**  
**Jean-François PICAUT**

\* Maire socialiste de Fougères de 1983 à 2007.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

**VOTRE ABONNEMENT À L'UNITÉ 35**  
**ARRIVE À ÉCHÉANCE ?**

**UN BON RÉFLEXE : RÉABONNEZ-VOUS**

BULLETIN À RENOYER À L'UNITÉ 35 :  
22, RUE DE LA CHALOTAIS - 35000 RENNES

NOM : \_\_\_\_\_

PRÉNOM : \_\_\_\_\_

ADRESSE : \_\_\_\_\_

CODE POSTAL : [ ] [ ] [ ] [ ] [ ] [ ]

VILLE : \_\_\_\_\_

(0,76 EUROS, LE NUMÉRO - 10 NUMÉROS PAR AN).

CHÈQUE À L'ORDRE DE L'ASSOCIATION DÉPARTEMENTALE DE  
FINANCEMENT DU PARTI SOCIALISTE D'ILLE-ET-VILAINE (ADFPS 35)